

## EDITORIAL

# Défendons la Révolution Chinoise

Ce n'est à coup sûr pas l'envie qui manque aux généraux et aux amiraux anglais, américains, japonais ou français qui commandent devant Sanghaï, devant Han-Kéou ou devant Nankin de mettre une bonne fois en action contre « la populace » chinoise leurs canons de 400, leurs mitrailleuses, leurs avions et leurs tanks.

De tels personnages professent évidemment pour ces jaunes de « race inférieure » un mépris considérable reposant tout d'abord sur la haute idée qu'ils se font de l'excellence de leurs armements, de leurs machines de destruction, outils de leur civilisation. Pourtant, quelque soit leur désir d'employer la manière forte, ces Messieurs ont reçu de leurs gouvernements respectifs des ordres sévères pour éviter tout incident sanglant avec une partie quelconque de la population chinoise.

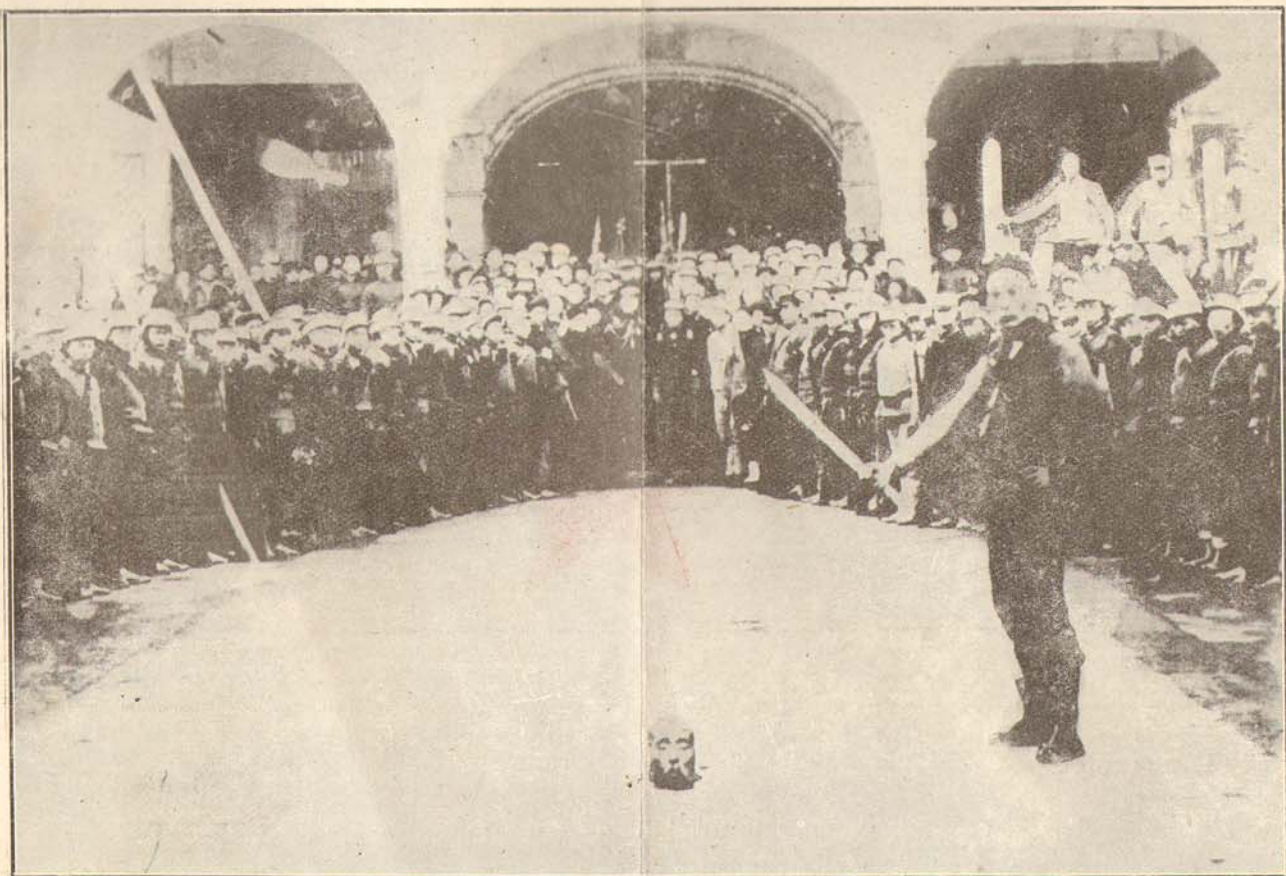
D'où vient donc cette valeur soudaine que des gouvernements civilisés reconnaissent à la peau d'un « méprisable » coolie chinois? Il y a pas même une année, les policiers anglais ou japonais pouvaient à n'importe quel moment et sous n'importe quel prétexte « s'amuser » à décharger leurs brownings sur une foule chinoise sans qu'aucun de leur chef s'avisât de demander aucune explication au sujet de deux ou trois douzaines de « pantins jaunes » laissés sur le pavé, la tête trouée. Et voici qu'aujourd'hui, alors que ces « maudits » chinois vont jusqu'à exercer des violences sur la personne des étrangers, à menacer « leurs biens », et qu'il s'agirait de donner une leçon exemplaire à ces « magots », — des ordres formels sont donnés par les cabinets de Londres, de Washington, de Paris et de Tokio, pour que les corps expéditionnaires se tiennent sur une stricte défensive. L'imposante escadre internationale, dont quelques heures de tir suffirait « à supprimer Shanghaï de la carte du monde » dort dans les eaux du Bund, et les troupes « européennes » et « auxiliaires » creusent des tranchées et tendent du barbelé autour des concessions.

En vérité, cette apparente passivité, cette absence momentanée de reflexes violents prouvent que les gouvernements impérialistes ont estimé tous les dangers que présentait vis-à-vis de la Chine la mise en œuvre d'une politique de force brutale et de représailles immédiates. Ce n'est, à coup sûr, pas de gaieté de cœur que les britanniques ont signé avec les cantonais l'accord relatif à la concession de Han-Kéou; ni que Washington et Tokio sont entrés en « conversations » avec le gouvernement Kouo-Min-Tang. Mais l'importance du problème chinois oblige les « puissances » à observer en Chine une politique extrêmement souple. La puissance du mouvement

national et l'unanimité du sentiment national parmi les populations chinoises ne sont plus niés par personne. S'il s'agissait d'un petit peuple qu'on puisse écraser par la force des armes, il est bien certain qu'une action militaire aurait été engagée depuis longtemps. Mais l'exemple des plus récentes guerres coloniales (celle de Riff, par exemple) a pu donner à réfléchir aux impérialismes. La conquête militaire de la Chine, une guerre contre la Chine coûterait aux « puissances » qui l'entreprendraient d'immenses sacrifices d'argent et de matériel (matériel humain y compris), sans qu'on puisse espérer en retirer des avantages positifs. Et encore, faudrait-il admettre qu'un accord puisse être conclu entre les Etats impérialistes pour une intervention commune en Chine. Or, les possibilités d'une telle intervention n'existent pas. L'Angleterre, les Etats-Unis et le Japon, pour ne parler que des trois « puissances » les plus directement « intéressées » dans les affaires de Chine, ont dans le Pacifique des intérêts trop divergents pour qu'il y ait entre elles trois un point de vue commun relativement aux mesures à prendre vis-à-vis de la Chine. La diplomatie britannique a échoué même après le guet-apens supérieurement organisé de Nankin, lequel, comme par hasard, a coûté la vie — selon les agences officielles — à un ou deux « ressortissants » des principales nations étrangères. Mais quelque soit son désir d'intervention, l'Angleterre ne peut « intervenir » si les Etats-Unis et le Japon se croisent les bras. Or, il semble que si la politique de l'Angleterre est de défendre les anciennes bases de sa puissance commerciale en Chine (régime des concessions, exterritorialité, etc...), la politique des Etats-Unis et du Japon consiste à acquérir de nouvelles bases, aux dépens de l'Angleterre, en permettant à la révolution nationale de bouleverser l'ancien état de chose, laissant se créer une « Jeune Chine », en favorisant son orientation vers l'Occident et la formation d'une nation chinoise à bases capitalistes. L'Angleterre défend en Chine des comptoirs coloniaux : ses bénéfices proviennent surtout de la vente de ses produits aux Chinois : elle en est restée à sa politique de la guerre de l'Opium. Les Etats-Unis et le Japon voient dans la modernisation de la Chine et l'exploitation de ses immenses sources de valeurs premières, la possibilité de placements de capitaux à des taux fabuleux. Mais en définitive l'attitude des uns et des autres ne s'exprimera clairement que lorsqu'il n'y aura plus qu'un seul pouvoir en Chine. Seulement, ce pouvoir, il semble que les Etats-Unis et le Japon le souhaitent national et moderne; tandis que l'Angleterre le désire féodal et réactionnaire. C'est ainsi qu'il apparaît que le Japon abandonne



Tchang Tso Lin passe en revue les troupes américaines. C'est ce bandit qui disait à l'envoyé d'un journal réactionnaire : « Vous devriez, avec l'Allemagne et la Pologne, éliminer les soviets d'Europe. Moi, je me chargerai du reste. C'est le moment. Ecrivez cela partout. Et rappelez-vous que c'est Chang Tso Lin qui vous l'a dit aujourd'hui. »



Comment Tchang Tso Lin combat les amis du peuple chinois.